

 <https://www.aefinfo.fr/depeche/711499>

 Camille Cordonnier

 5 min read

## Mobilisations étudiantes : V. Péresse suspend les financements de la région à Sciences Po. La Sorbonne brièvement occupée

Valérie Péresse, présidente LR de la région Île-de-France, annonce sur X "suspendre tous les financements de la région à destination de Sciences Po, tant que la sérénité et la sécurité ne seront pas rétablies dans l'école", lundi 29 avril 2024. "Face aux renoncements de la direction, la Région appelle à un sursaut d'autorité", écrit-elle. Par ailleurs, des étudiants ont installé des tentes dans la cour intérieure de la Sorbonne, ce lundi au matin, avant d'être évacués par les forces de l'ordre dans l'après-midi.

"J'ai décidé de suspendre tous les financements de la Région destinés à Sciences Po, tant que la sérénité et la sécurité ne seront pas rétablies dans l'école. Une minorité de radicalisés appelant à la haine antisémite et instrumentalisés par la LFI et ses alliés islamo-gauchistes, ne peuvent pas dicter leur loi à l'ensemble de la communauté éducative", annonce Valérie Péresse, présidente de la région Île-de-France, sur le réseau social X, le 29 avril 2024.

La présidente de région entend défendre "le droit à des débats libres, éclairés et respectueux au sein de l'université française, conformes aux valeurs universelles d'humanisme qu'elle porte, et qui sont au cœur de notre pacte républicain". "Face aux renoncements de la direction, la Région appelle à un sursaut d'autorité", poursuit-elle.

Une décision qui intervient quelques jours après des mobilisations survenues au sein de l'IEP parisien, ayant conduit à son blocage partiel ([lire sur AEF info](#)). Pour mémoire, la direction de l'IEP parisien a passé un accord avec les étudiants mobilisés, vendredi

26 avril, qui prévoit notamment l'organisation d'une réunion publique et la suspension des saisines de la section disciplinaire, des engagements qui ont permis de débloquent l'établissement sans intervention des forces de l'ordre.

Des tentes brièvement déployées à la Sorbonne

Cette annonce survient dans un contexte d'appels à la mobilisation "en soutien à Gaza" dans le contexte de la guerre entre Israël et le Hamas, formulée par l'Unef et l'Union étudiante. Cette dernière souligne dans un message sur X qu'à "la Sorbonne, les étudiantes et étudiants ont installé un campement en solidarité avec les Palestiniens massacrés à Gaza" et que "des centaines d'étudiantes et étudiants sont venus en soutien devant l'université pour exiger un cessez-le-feu immédiat et la paix". Ce message est accompagné de vidéos montrant une vingtaine de tentes déployées dans la cour intérieure de la Sorbonne.

Contactée par AEF info, le rectorat de l'académie de Paris soulignait dans la matinée qu'une "dizaine de tentes est installée au sein de la Sorbonne par des étudiants" et que "l'ensemble des cours et événements prévus en Sorbonne (y compris les examens) sont annulés cet après-midi pour l'ensemble de la communauté universitaire". "Nous déplorons cette situation et l'annulation des événements", ajoutait-il.

Selon l'AFP, reprise par [divers médias](#), la cinquantaine de manifestants ont été évacués par les forces de l'ordre dans l'après-midi, le jour même.

Dans un communiqué envoyé ce lundi, différents syndicats de Paris-I (CGT, Poing Levé, SAP1, Snesup-FSU, SUD-Éducation, Unef) – établissement qui occupe une partie des locaux en Sorbonne – apportent "leur soutien plein et entier aux personnes actuellement mobilisées sur le site de la Sorbonne dans le cadre des actions en solidarité avec le peuple palestinien". "Les organisations sont et seront extrêmement vigilantes quant à la gestion de la situation par le rectorat. À ce titre, nous dénonçons la fermeture administrative immédiate et l'impossibilité qui est faite notamment aux personnels d'accéder à leur lieu de travail. L'intervention des forces de l'ordre et les violences associées pour déloger des étudiants simplement installés dans la cour pour rendre visible leur défense du cessez-le-feu et le respect des lois internationales sont tout simplement inadmissibles. Cette logique répressive est en totale contradiction avec la

protection des universités, nécessaire afin d'y favoriser les échanges et discussions, y compris politiques".

### Blocage de l'antenne stéphanoise de l'IEP de Lyon

De son côté, l'UNI a également publié un communiqué à la mi-journée, titré "la Sorbonne prend le relais de Sciences Po Paris". "Cette occupation n'est pas spontanée, elle se fait à l'appel des différentes organisations d'extrême-gauche [...] qui se croient tout permis depuis que Sciences Po a levé toutes les sanctions à l'égard des militants pro-palestiniens." L'organisation indique que "cette mobilisation n'est pas circonscrite aux universités parisiennes : de nombreuses assemblées générales appelant au soulèvement sont en ce moment organisées dans plusieurs universités." Elle interpelle Sylvie Retailleau et Gabriel Attal "sur le danger de rester silencieux face à une telle situation" et "demande que la consigne de sanctionner tout blocage et toute occupation soit donnée aux présidents d'universités", ainsi qu'un "rappel à l'ordre de l'ensemble des organisations étudiantes appelant au soulèvement".

Ailleurs en France, le bâtiment de l'antenne stéphanoise de Sciences Po Lyon, rue Michelet (qui abrite aussi d'autres départements de l'université Jean Monnet), est bloqué depuis ce matin par une vingtaine d'étudiants, confirme à AEF info l'UJM le 29 avril 2024. Des étudiants de Sciences Po Lyon appellent par ailleurs à un rassemblement "en solidarité avec la Palestine" demain 30 avril dans la cour d'honneur de leur établissement.

Generated with Reader Mode